



Mai, 2013

◆◆◆◆◆ SOCIETE

► **Global Food Policy Report/** International Food Policy Research Institute (IFPRI)
Source: <http://www.ifpri.org/publication/2012-global-food-policy-report>

Tags : | Société | Sécurité alimentaire | Alimentation | Agriculture | OMD |

Sommaire

SOCIETE

► **Global Food Policy Report**

(P.1-2)

► **Global Monitoring Report: Rural-Urban Dynamics and the Millennium Development Goals**

(P. 2-3)

SCIENCES & TECHNIQUES

► **The social economy: Unlocking value and productivity through social technologies**

(P. 3-4)

ECONOMIE

► **Capital for the Future: Saving and investment in an interdependent world**

(P. 4-5)

ENVIRONNEMENT

► **Etat des forêts méditerranéennes**

► **Une nouvelle géopolitique de l'énergie**

(P.6-7)

POLITIQUE

► **L'avenir d'Al-Qaïda. Résultats d'une étude prospective**

(P.7-8)

Contact :

Institut Royal des Etudes Stratégiques
Avenue Azzaitoune, Hay Riad
Rabat 10100, Maroc
Tél. : +212 (0) 537 71 83 83
Fax : +212 (0) 537 71 37 99
Email : contact@ires.ma

À l'approche de la date butoir de 2015 fixée par les OMD en matière des politiques alimentaires au niveau mondial, l'IFPRI dresse un tableau complet des grands changements et défis susceptibles d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Selon le rapport, en dépit des progrès importants, enregistrés en matière de lutte contre la faim et la malnutrition à l'échelle mondiale, résultant des engagements entrepris dans les domaines de l'agriculture et de la technologie, la sécurité alimentaire reste vulnérable, marquée par des actions institutionnelles et gouvernementales disparates et inégales.

L'agriculture et la sécurité alimentaire se placent, désormais, au premier plan de l'ordre du jour des politiques globales à l'échelle planétaire. Ainsi, les pays émergents dont notamment la Chine, l'Inde et le Brésil ont connu une augmentation significative en termes de productivité agricole, tirée par leurs investissements dans l'agriculture et l'innovation. La création par le G8 d'une nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition en partenariat avec des pays africains vient illustrer l'engagement des pays développés pour atteindre une croissance agricole soutenue et inclusive visant à réduire la pauvreté des populations vulnérables au cours des dix prochaines années.

Le rapport met en relief, également, quelques initiatives prometteuses à l'échelle mondiale pour réduire l'impact des crises alimentaires et nutritionnelles. Il cite, à titre d'exemple, l'Alliance Globale pour l'Initiative de Résilience (AGIR), visant à aider les pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest à mieux se prémunir contre les crises futures. L'Union européenne, quant elle, a proposé des limites concernant la conversion des terres arables de productions alimentaires aux productions de biocarburants.



S'agissant du Maroc, de la Tunisie et du Soudan, l'IFPRI note que des réformes de politiques de subventions alimentaires ont été engagées dans ces pays en vue de favoriser les investissements privés et la création d'emplois.

Le rapport souligne que le monde ne pourrait réaliser le premier objectif du Millénaire pour le développement, dit de réduction de moitié la prévalence de la malnutrition à l'horizon 2015. De même que les populations pauvres demeureraient extrêmement vulnérables aux crises environnementales (Catastrophes naturelles, migration, ...) et économiques (la volatilité continue des prix alimentaires, ...).

Par ailleurs, le rapport révèle que la sécurité alimentaire pourrait connaître un essor, notamment, à travers des investissements destinés à l'accroissement de la productivité agricole et en particulier ceux inhérents à la recherche et l'innovation. Il ajoute, également, la nécessité d'accélérer le rythme de la croissance agricole et de transformer le secteur agricole en une activité moderne générant des emplois décents pour les populations jeunes. Le rapport met l'accent sur l'urgence de lutter contre la malnutrition aigüe par une préconisation des régimes alimentaires sains et durables et un accès égal et étendu à l'eau potable et aux services d'assainissement.

Enfin, le rapport préconise la mise en place des systèmes sociaux et des écosystèmes résistants aux événements naturels extrêmes notamment dans les zones arides qui abritent la moitié des populations pauvres et sous-alimentées de la planète.

► **Global Monitoring Report: Rural-Urban Dynamics and the Millennium Development Goals/** Banque Mondiale, 2013

Source :

http://siteresources.worldbank.org/./GMR_2013_Full_Report.pdf

Tags : | **Société** | **Urbanisation** | **Zones urbaines** | **Zones rurales** | **GMR** |

Selon ce rapport publié par la Banque Mondiale, l'urbanisation a fortement réduit la précarité et la pauvreté et ne cesse de contribuer de ce fait à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Cependant, la cadence effrénée de son expansion risque d'entraîner un accroissement des bidonvilles, une explosion démographique donnant lieu à la pollution et à la criminalité.

L'urbanisation constitue un élément déterminant de la régression de la pauvreté. Le rapport souligne que 80 % des biens et services mondiaux sont produits dans les villes. Les pays les plus urbanisés jouent un rôle majeur dans la réduction de l'extrême pauvreté dans le monde. Toutefois, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud, les zones les moins urbanisées, enregistrent des taux surélevés de pauvreté ce qui entraverait l'atteinte des OMD.

La croissance urbaine et le développement économique sont étroitement liés. Un développement durable de la planète suppose de meilleures conditions de vie en milieu urbain et rural. Les taux de mortalité infantile en milieu urbain ont connu des taux inférieurs à ceux enregistrés en zone rurale, l'écart se situe entre 8 à 9 % en Amérique latine et en Asie centrale à 10 à 16 % dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, et plus encore en Asie de l'Est. En 2010, l'accès à l'eau potable en zone urbaine dans les pays en développement était de l'ordre de 96 % contre 81 % dans les zones rurales.



En dépit des avancées enregistrées en termes de réduction de l'extrême pauvreté, de l'accès à l'eau potable, d'égalité entre filles et garçons à l'école primaire, ce rapport de suivi de la réalisation des OMD révèle que les actions menées pour la réduction de la mortalité maternelle et infantile ne seraient pas atteintes à la date limite de 2015. De même qu'à cet horizon, 970 millions de personnes vivraient encore avec moins de 1,25 dollar par jour.

Le rapport souligne que les zones urbaines connaissent l'implantation de plus en plus de grands bidonvilles. Ainsi, l'Asie abrite 828 millions d'urbains, soit plus de 61% d'individus de la planète. Le continent africain, quant à lui, abrite environ 26% d'individus et l'Amérique latine 13,4%. A l'horizon 2030, les centres urbains des pays en développement connaîtraient une densité avoisinant 96 % des 1,4 milliard de personnes supplémentaires.

Comme souligné par ce rapport, le défi de la lutte contre l'extrême pauvreté et celui de l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables réside dans la dynamique et la cohérence entre zones urbaines et rurales. En outre, le rapport propose de multiplier les efforts pour améliorer le développement dans les zones rurales, où vivent 76 % des 1,2 milliard de pauvres du monde en développement avec un accès insuffisant aux services de base inscrits dans les OMD.



◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► **The social economy: Unlocking value and productivity through social technologies/** McKinsey Global Institute, 2013

Source:<http://www.mckinsey.com/insights/business-technology/disruptive-technologies?cid=disruptive-tech-emi-alt-mip-mck-oth-1305>

Tags : | Sciences | Techniques | Technologie | Réseaux sociaux | Perspectives |

Ce rapport, publié par McKinsey Institute, étudie l'impact de l'utilisation des réseaux sociaux qui ont évolué d'un simple outil de communication à un outil incontournable de commerce.

En quelques années, les technologies collaboratives et sociales ont suscité des niveaux d'interactions entre les individus et leurs communautés. Qu'il s'agit de produits de consommation ou d'organisation d'événements, les populations partout dans le monde utilise en permanence les plateformes sociales pour rechercher et partager l'information. Les entreprises, à leur tour, utilisent les technologies sociales pour rechercher et interagir avec les consommateurs (internauts). Le rapport rappelle avec force qu'il s'agit d'évaluer la valeur potentielle créée grâce à l'utilisation des médias sociaux pour améliorer la communication, le partage des connaissances et la collaboration intra et inter-organisationnelle.

Il est vrai que plusieurs entreprises utilisent les « technologies sociales », mais très peu arrivent à tirer le meilleur de celles-ci. En fait, les applications les plus puissantes des technologies sociales dans l'économie mondiale sont largement inexploitées. Les « technologies sociales » ont complètement modifié la nature des interactions entre les marques et les consommateurs, les entreprises se trouvent donc dans l'obligation de bien exploiter ces



technologies aux profits de l'amélioration du marketing et service à la clientèle.

Dans son rapport, McKinsey Institute étudie l'impact économique des technologies sociales en examinant leur usage et leur emploi dans quatre secteurs commerciaux en constante évolution: services financiers (détail), biens de consommations, technologies, services aux entreprises. Ces technologies, créatrices de valeur, pourrait contribuer à une amélioration de la productivité (dans la chaîne de valeur) de 900 Milliards à 1.3 Billions en 2030.

Pour tirer pleinement profit des technologies sociales, les entreprises doivent s'adapter à ce nouveau contexte en modifiant leurs structures, les processus et les cultures. Et afin de bâtir une confiance globale, les entreprises devraient créer un environnement de confiance, d'ouverture et enfin réduire les liens hiérarchiques. En conclusion, la force des Réseaux sociaux d'entreprise repose sur la participation effective des employés et leur implication notamment par le partage de leurs connaissances et expertises.



◆◆◆ ECONOMIE

► **Capital for the Future: Saving and investment in an interdependent world/**
Banque Mondiale, 2013

Source :

<http://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2013/05/15/developing-countries-to-dominate-global-saving-and-investment-but-the-poor-will-not-necessarily-share-the-benefits-says-report>

Tags : **Economie | Investissement | Capitaux | Prospective |**

Ce rapport analyse l'évolution de l'investissement et des mouvements de capitaux au cours des deux prochaines décennies. En effet, il indique que d'ici 2030, les pays en développement, et principalement ceux d'Asie de l'Est et d'Amérique latine, abriteront la moitié des

capitaux mondiaux, soit 158 000 milliards de dollars, contre un tiers seulement aujourd'hui.

L'Afrique subsaharienne serait la seule région qui ne subirait pas de baisse de son taux d'épargne tandis que la Chine et l'Inde dépasseraient les niveaux d'épargne du Japon et des États-Unis à partir de 2020. Dans ce sens, le rapport considère que l'explosion démographique, la pratique de bonnes politiques macroéconomiques ainsi que le suivi systématique et efficace des progrès accomplis dans les domaines éducatif et sanitaire seraient les principaux éléments d'accélération de la croissance qui génèrent d'énormes opportunités d'investissement pour les pays en développement.

Concernant la répartition sectorielle de la production mondiale et selon les différentes hypothèses projetées à l'horizon 2030, les services représenteraient plus de 50 % du commerce mondial et plus de 60 % de l'emploi total dans les pays en développement. Ce changement peut être suscité par l'accroissement de la demande en services d'infrastructure, estimée à 14 600 milliards de dollars, par le rapport du « Global Development Horizons », et tirée par l'évolution démographique.

Le rapport met l'accent sur le problème du vieillissement des populations d'Asie de l'Est, d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, régions dans lesquelles les taux d'épargne privée devraient afficher une baisse particulièrement marquée. Cette évolution démographique se traduirait par une contrainte des finances publiques sur les États qui devraient résoudre des enjeux complexes afin de maîtriser la charge des soins de santé et des retraites.

Selon les scénarios établis dans ce rapport, à l'horizon 2030, l'économie chinoise représenterait, à elle seule, 30 % des investissements au niveau mondial, tandis que le Brésil, l'Inde et la Russie y contribueraient réunis à hauteur de 13 %. En



volume, les investissements franchiraient 15 000 milliards (en dollars de 2010) dans les pays en développement contre 10 000 milliards pour les économies à revenu élevé. La Chine et l'Inde figureraient aussi en tête du classement des plus gros investisseurs du monde en développement, ces deux pays représenteraient ensemble environ 40% des investissements bruts mondiaux à l'horizon 2030 et près de 50% des investissements mondiaux dans le secteur manufacturier.

En conclusion, le rapport souligne le rôle déterminant que devrait assurer les responsables politiques des pays en développement afin de doper l'épargne privée par des mesures susceptibles d'investir dans le capital humain, en particulier pour les populations pauvres.



ENVIRONNEMENT

► Etat des forêts méditerranéennes 2013

/ FAO ; Plan Bleu, 2013

Source :

http://planbleu.org/publications/etat_foret_med2013.pdf

Tags : Environnement | Forêts | Biodiversité | Méditerranée |

Les forêts méditerranéennes constituent un réservoir de carbone, estimé en 2010, à près de 5 milliards de tonnes de carbone, soit 1,6% du stock de carbone forestier mondial. Ces forêts contribuent également à la régulation de l'eau et du climat ainsi qu'à la conservation de la biodiversité. La région méditerranéenne se veut l'un des points majeurs de la biodiversité mondiale, abritant plus de 25 000 espèces de plantes.

La question du changement climatique couplée à la forte pression démographique demeure de plus en plus prégnante dans le domaine forestier méditerranéen. D'où l'apparition d'une concurrence exacerbée dans la Méditerranée

pour des ressources alimentaires et en eau déjà insuffisantes.

Ce rapport, issu d'une collaboration entre une panoplie d'institutions scientifiques et techniques et d'organisations non gouvernementales, et près de 50 auteurs et contributeurs coordonnés par la FAO et par le Plan Bleu, souligne que température moyenne globale ne cesserait d'augmenter, d'ici à la fin du siècle, pour franchir le seuil deux degrés supplémentaires, ce qui causerait l'extinction de certaines espèces forestières et une perte massive de la biodiversité.

En outre, le rapport note qu'à l'horizon 2050, la croissance démographique, soutenue par la migration, enregistrerait un rythme de croissance très rapide passant de 500 à 625 millions d'individus. En conséquence, la pression anthropique exercée sur les forêts, sources de nourriture et d'eau, s'accentuerait encore en entraînant des déboisements massifs.

La Méditerranée se caractérise par des situations différentes. Le sud-méditerranéen a connu une croissance démographique entraînant un surpâturage désorganisé des forêts, au profit de l'agriculture et de l'expansion urbaine. L'inexploitation des terres boisées a provoqué des hausses spectaculaires de l'incidence des feux de forêts dans le Nord de la Méditerranée. Selon le rapport l'urgence de l'élaboration de nouvelles stratégies collaboratives pour une gestion fiable et efficace des écosystèmes forestiers s'avère cruciale.

Enfin, le rapport propose une multitude de nouvelles stratégies pour les services environnementaux permettant l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Il s'agit entre autres de :

- inciter les pouvoirs publics et les forestiers à encourager l'utilisation de



produits ligneux et non ligneux comme le liège, afin de stocker le carbone.

- exploiter la variété des ressources génétiques forestières dans leurs pratiques sylvicoles et à privilégier les espèces les mieux à même de s'adapter à l'évolution des conditions climatiques.
- et d'améliorer l'aménagement des forêts afin de gérer les écosystèmes en optimisant la densité des arbres et de faire face aux pénuries d'eau.

► Une nouvelle géopolitique de l'énergie /

Fondation Jean Jaurès, 2013

Source : <http://www.jean-jaurès.org/Publications/Les-notes/Une-nouvelle-geopolitique-de-l-energie>

Tags : Environnement | Développement durable | Réchauffement climatique | Énergie | Énergie fossile

Compte tenu des transformations profondes que connaît le secteur énergétique à l'échelle mondiale, la Fondation Jean Jaurès s'interroge sur la géopolitique des énergies fossiles. Ces dernières ont représenté 80 % de la consommation d'énergie de 1950 à 2000.

Suite à la double hausse du prix du pétrole et du gaz naturel depuis le début des années 2000, l'industrie a développé la production de gaz dits non-conventionnels notamment aux États-Unis. Néanmoins, les techniques actuelles de fracturation hydraulique posent des risques environnementaux d'où la réticence de plusieurs pays européens à développer du gaz de schiste. Ce rapport note, également, que la première conséquence de la surproduction de gaz naturel est l'accentuation des écarts de prix entre les trois grands marchés (i.e. américain, européen et asiatique).

Depuis la dernière décennie, le secteur énergétique connaît un développement spectaculaire de la production d'huile de schiste notamment

aux États-Unis. Dans ce contexte, le développement de la production d'hydrocarbures liquides, surtout émanant de l'Amérique du Nord, pourrait produire près de 25 millions de barils par jour en 2020.

Le rapport considère d'ailleurs que la réduction des importations américaines, voire le passage des États-Unis à un statut d'exportateur de gaz net, bouleverse la géopolitique de l'énergie. S'agissant de l'Europe, ce continent est de plus en plus dépendant de ses importations pétrolières et gazières. Dans cette perspective, la Commission européenne estime que la dépendance pétrolière pourrait atteindre 90 % dès 2020 et la dépendance gazière 70 % en 2030. Le rapport recommande à l'Europe de s'impliquer davantage dans la sécurisation des approvisionnements en hydrocarbures.

Il est évident que la géopolitique de l'énergie vit la période la plus mouvementée de son histoire à cause de l'émergence de nouveaux acteurs qui tend à faire basculer le centre de gravité vers l'Est. Or, il est difficile d'anticiper vers quel équilibre géopolitique le monde de l'énergie est en train de s'orienter notamment dans un contexte où le besoin énergétique est de plus en plus fort avec une planète qui compterait environ neuf milliards d'individus à l'horizon 2050.





POLITIQUE

► L'avenir d'Al-Qaïda. Résultats d'une étude prospective / Service Canadien de Renseignement et de Sécurité, 2013

Source : http://www.csis-scrcs.gc.ca/pblctns/cdmctrch/20130501_fra.pdf

Tags : Géopolitique | Terrorisme | Géostratégie | Sécurité | Sahel | Prospective | Scénarios

Cette étude prospective, publiée par le Service Canadien de Renseignement et de Sécurité, étudie la situation sécuritaire au Sahel et scrute le devenir d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et des organisations qui lui sont affiliées à l'horizon 2018.

Pour l'élaboration des différents scénarios prospectifs, le rapport s'est basé sur deux composantes essentielles : des éléments externes relatifs au contexte et à l'environnement de l'action d'Al-Qaïda, et des éléments internes, propres à l'organisation elle-même, ses acteurs, ses ressources et sa structure.

Le rapport met en relief trois scénarios de fond. Il s'agit de :

Scénario n°1 : Perte de la guerre idéologique

Ce scénario qui prévoit le déclin graduel de l'AQMI suppose que les gouvernements locaux qui s'attaquent aux

causes génératrices d'instabilité sécuritaire atténuent les forces qui se cachent derrière les troubles ce qui renforce les régimes politiques mis en place. Ce qui permet également d'affecter les ressources antiterroristes des services de sécurité locaux à des problèmes plus traditionnels liés à la sécurité et au maintien de l'ordre. Ce scénario constate que les perspectives d'avenir d'AQMI diminueraient graduellement.

Scénario n°2 : Développement et diffusion de la « Marque AQ »

Le second scénario, dit de « croissance progressive » prévoit que les gouvernements locaux qui tardent voire qui hésitent à prendre les mesures nécessaires pour s'attaquer aux causes provoquant de l'instabilité et de la gouvernance anémique et fragmentée voient leur légitimité entachée.

Scénario n°3 : Vers un pouvoir d'Etat

Le dernier scénario, qualifié de « croissance rapide » prévoit que les causes de l'instabilité, de l'insécurité et du système de gouvernance défaillant s'aggravent dans les régions où les principales bases d'opérations d'AQ se trouvent et les perspectives d'AQ s'améliorent.



INDEX DES TAGS

A

Agriculture	1
Alimentation	1

B

Biodiversité	5
--------------------	---

C

Capitaux	4
Croissance économique	4

D

Développement durable	6
Développement économique	4

E

Economie	4
Énergie	6
Énergie fossile	6
Environnement	5, 6

F

Forêts	5
--------------	---

G

Géopolitique	7
Géostratégie	7
GMR	2

I

Investissement	4
----------------------	---

M

Méditerranée	5
--------------------	---

O

OMD	1
-----------	---

P

Perspectives	3
Prospective	4, 7

R

Réchauffement climatique	6
Réseaux sociaux	3

S

Sahel	7
Scénarios	7
Sciences	3
Sécurité	7
Sécurité alimentaire	1
Société	1, 2

T

Technologie	3
Techniques	3
Terrorisme	7

U

Urbanisation	2
--------------------	---

Z

Zones rurales	2
Zones urbaines	2

